

PLUS

PARFUM DE SCANDALE

Isabelle Hachey PAGE 7

MARC THIBODEAU ÉTATS RICHES, SOLIDARITÉ SÉLECTIVE PAGE 4



PLUS D'UN MILLION D'ENFANTS ONT ÉTÉ TOUCHÉS PAR LE TSUNAMI DANS LA RÉGION DE L'OCÉAN INDIEN. NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL AU SRI LANKA, **NICOLAS BÉRUBÉ**, NOUS RACONTE COMMENT LES ORGANISATIONS HUMANITAIRES TENTENT DE **PROTÉGER CES ENFANTS** DE LA «GÉNÉRATION TSUNAMI». POUR SA PART, **KARIM BENESEAIEH**, QUI TERMINE SON PÉRIPLE EN INDONÉSIE, EXPLIQUE QUE LES NOMBREUX TRAVAILLEURS HUMANITAIRES DÉPÊCHÉS DANS LA RÉGION PEUVENT DEVENIR DES **CHARGES SUPPLÉMENTAIRES**, QUAND ILS SONT MAL PRÉPARÉS **À LIRE EN PAGES 2 ET 3.**



Vigneshwar, 7 ans, et son frère Arnachalam, 8 ans, attendent avec leur famille d'être évacués vers Madras, de l'aéroport de Port Blair, dans les îles Andaman et Nicobar, dans le sud-est de l'Inde. PHOTO AP



Une fillette se tient dans l'ouverture de la porte d'une tente sur laquelle on peut lire «secours», en caractère chinois, dans un camp de réfugiés de Banda Aceh, en Indonésie. PHOTO AP



Des corbeaux volent près d'une fille occupée à transporter des morceaux de bambou pour reconstruire la maison familiale de Nagapattinam, un village de pêcheurs situé à 350 kilomètres au sud de la ville indienne de Madras. PHOTO REUTERS



Un garçon, l'air inquiet, regarde par une fenêtre d'un hôpital de Banda Aceh, dans l'île indonésienne de Sumatra. PHOTO REUTERS

LISEZ LES CARNETS DE VOYAGE de nos envoyés spéciaux en Indonésie et au Sri Lanka. En exclusivité sur **Cyberpresse!**

KARIM BENESEAIEH en **INDONÉSIE**
www.cyberpresse.ca/indonesie
 « Et puis il y a les tremblements de terre. Trois dans la nuit de mercredi à jeudi, deux vendredi. De petites secousses qui ne durent guère, mais qui provoquent la panique chaque fois. »

NICOLAS BÉRUBÉ au **SRI LANKA**
www.cyberpresse.ca/srilanka
 « C'est une très bonne chose que l'aide humanitaire soit organisée parce que, bien souvent, les gouvernements des pays touchés ne le sont pas. »



PHOTO GURINDER OSAN, AP

Ofar Smilansky, jeune Israélien de 22 ans, s'était pointé comme touriste, à Nagapattinam, en Inde. Après les tsunamis, il y est demeuré comme bénévole. On le voit ici participer au nettoyage d'une école.

Chômeurs humanitaires

« Savez-vous où on peut trouver à manger par ici ? »

Ils arrivent armés des meilleures intentions du monde, ils veulent aider, mais plusieurs des travailleurs humanitaires internationaux qui affluent dans les régions sinistrées par les tsunamis deviennent des charges supplémentaires, faute d'organisation pour les encadrer.



KARIM BENESSAÏEH

ENVOYÉ SPÉCIAL
INDONÉSIE

BANDA ACEH – Sous un soleil écrasant, au beau milieu du quartier commercial dévasté de Banda Aceh, 10 Mexicains vêtus d'uniformes orange sont affalés sur le trottoir. Ils ont l'air misérable. Quand ils aperçoivent un journaliste qui leur lance un « ho-la ! » ce sont eux qui posent la première question : « Savez-vous où on peut trouver à manger par ici ? On meurt de faim. »

Les 10 hommes originaires de Mexico, en fait des travailleurs humanitaires de la « Brigade internationale de secours Tlatteloco », sont autant d'illustrations d'un phénomène peu connu mais flagrant ici, en Indonésie. Il y a tout simplement trop de groupes de bénévoles désireux d'aider, et pas assez d'organisation pour les encadrer. De Médecins sans frontières au Programme alimentaire mondial, de nombreux responsables le déplorent, généralement sous le couvert de l'anonymat.

Résultat : nombre de travailleurs motivés du Japon, d'Italie ou de France poireautent d'un bureau à un autre, attendant une affectation qui ne vient pas. Comme un groupe de jeunes Japonais rencontrés à l'aéroport de Tokyo, arborant vaillamment des vestes « Team Disaster Japan », et qui ont voyagé en première classe la semaine dernière. Croisés près des bâtiments de la Croix-Rouge à Banda Aceh, cette semaine, ils semblaient désœuvrés. « Nos contacts nous disent que les transports manquent, et que nous ne sommes pas équipés pour débayer les zones sinistrées », avoue l'un d'entre eux, Hiroko.

Même scénario avec deux responsables de la Sécurité civile française, aperçus à leur départ de Medan, la capitale de l'île, et retrouvés devant l'ancienne maison du gouverneur de Banda Aceh. Eux qui étaient là pour évaluer la situation et les besoins et faire rapport à leur gouvernement avaient un premier constat à faire : « Impossible de trouver à qui parler, dit l'un d'eux. Tout le monde cherche des officiels du gouvernement indonésien qui ne sont pas joignables. » Au moins,



PHOTO HENRY ROMERO, REUTERS

Aéroport de Mexico, le 29 décembre : un membre d'une brigade de secours mexicaine s'apprête à voler au secours des victimes des tsunamis. Faute d'encadrement adéquat, certains de ces travailleurs humanitaires étrangers ont constitué un fardeau supplémentaire pour les organismes d'aide.

précisent-ils, ils sont complètement autonomes et peuvent pourvoir eux-mêmes à leurs besoins.

Car l'afflux de travailleurs humanitaires internationaux est carrément devenu un problème, estime un responsable de Médecins sans frontières qui tient à garder l'anonymat. « Ils arrivent ici pleins de bonnes intentions, mais n'ont que peu de provisions et d'eau. Ils deviennent des charges supplémentaires, tout simplement. » Un coordonnateur de l'Organisation des Nations unies, Enayet Madani, reconnaît que la situation est encore confuse. « C'était pire les premiers jours, dit-il. Le principal défi est celui de la coordination, pour ne pas que les ressources se perdent. »

Refusés à l'aéroport

Ceux qui sont déjà à pied d'œuvre, comme les travailleurs mexicains de la brigade Tlatteloco, se sont offerts pour effectuer des tâches dont aucun bénévole international ne veut. Les Mexicains, sans gloire, extraient les cadavres des boutiques effondrées du quartier Peumayong. Ils sont hébergés dans une tente de l'armée indonésienne et doivent se rendre à pied à leur lieu de travail, une trotte de quelques cinq kilomètres.

« Nous avons déjà trouvé 12 corps dans quatre endroits différents, dit fièrement Fitra. On vient de commencer aujourd'hui. C'a été infernal de nous rendre jusqu'ici. À Singapour, ils n'ont pas voulu nous laisser passer avec les médicaments et la nourriture. Ils disaient qu'on avait un excès de poids. »

Les 10 braves ont dû mendier aux passants à l'aéroport de Singapour

« Ils arrivent ici pleins de bonnes intentions, mais n'ont que peu de provisions et d'eau. Ils deviennent des charges supplémentaires. »

pour payer la surcharge. Hector Mendez, le vétérinaire du groupe nommé « El Chino », ne décolerait pas. « Pour tout le monde, Banda Aceh, c'est le cul de la terre, personne ne s'en préoccupe. Nous, nous ne sommes pas là pour l'argent, ce serait dégradant. Mais nous n'avons aucune aide. »

Près des bureaux de la télévision nationale indonésienne, un groupe de 26 médecins jordaniens ont tout simplement eux-mêmes installé

une clinique de fortune. « Toutes les caisses que vous voyez, la vingtaine, c'est notre équipement et les médicaments que nous avons nous-mêmes apportés, précise le médecin en chef, Hani Shakatre. Le câble blanc dans les airs que vous voyez, qui traverse le camp, c'est nous qui l'avons tiré pour avoir de l'électricité du générateur plus loin. »

Des organismes comme Oxfam, eux, ciblent soigneusement leurs interventions. Pas question de se lancer dans de grands projets de reconstruction. On vise humblement un aspect négligé de la santé des réfugiés, les toilettes. On compte en installer une douzaine dans trois camps d'ici quelques jours. « Dans des camps comme Anak Banghar,

au bord de la rivière, les gens font leurs besoins dans l'eau et d'autres s'y baignent non loin, explique la coordonnatrice du groupe, Mona Lazo. Ils n'ont tout simplement pas les matériaux nécessaires pour bâtir des latrines décentes. » Les constructions sont en fait très simples, des baraques en bois au-dessus de trous creusés dans la terre et tapissés de sable. Ce sont les réfugiés volontaires qui fourniront les bras nécessaires.



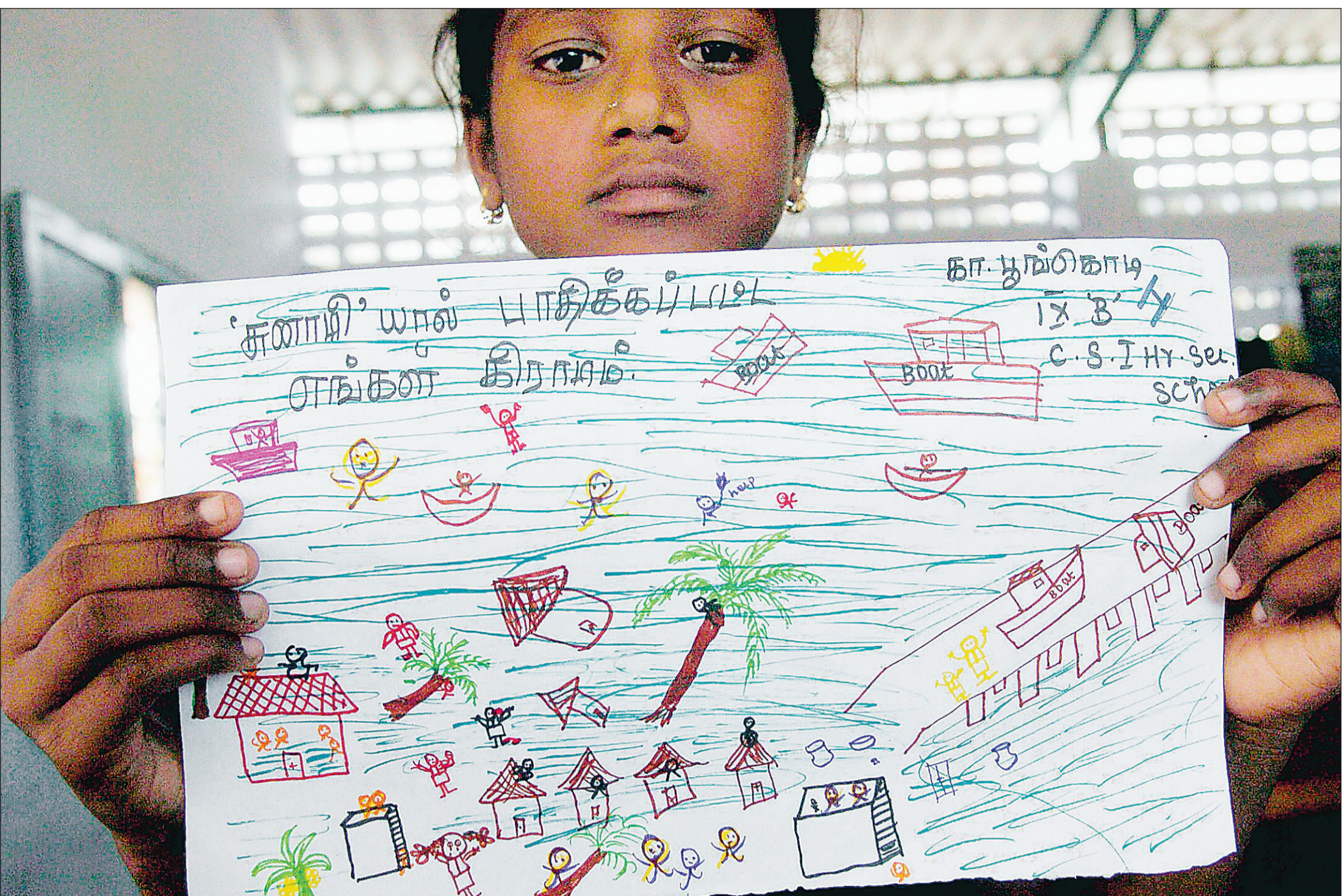
PHOTO ROMÉEO GACAD, AFP

Un étudiant canadien déambule parmi des cadavres dans une fosse commune du sud de la Thaïlande.

Progrès flagrants

Le travail le plus visible, ici, est en fait l'œuvre des Indonésiens eux-mêmes. Si on leur a reproché leur inactivité les premiers jours, des centaines de militaires s'affairaient cette semaine à débayer les routes, nettoyer les maisons et extraire les corps. En cinq jours, les progrès sont flagrants : des avenues boueuses sont devenues fréquentables, de chic villas près de l'assemblée locale sont maintenant habitables.

Environ un millions de bénévoles ont accouru de tout l'archipel pour effectuer eux aussi ces tâches ingrates. Comme Moelyadi, étudiant en comptabilité de Medan, qui fait partie d'un organisme indonésien, Baatu Maal Muamalat. « Je distribue la nourriture, c'est mon pays, je dois aider. » Rya, elle, mène ici une double vie : elle est journaliste pour un magazine de Jakarta l'après-midi et bénévole le matin. « Les besoins sont immenses, on ne peut pas rester sans rien faire. » Des grandes bottes de pluie jaunes traînent l'après-midi devant la salle de travail de Rya. À l'odeur, pas de doute, elle vient des quartiers dévastés de Banda Aceh.



Des maisons, des arbres et des gens emportés, des bateaux coulés : Poonkadi, 12 ans, montre ce dessin qu'elle a fait à l'orphelinat indien de Nagapattinam où elle a trouvé refuge après avoir perdu ses parents, victimes des tsunamis.

Protéger les orphelins

Maladie, faim et exploitation guettent la « génération tsunami »

Plus d'un million d'enfants ont été directement affectés par le raz-de-marée dans la région de l'océan Indien. Selon les organismes humanitaires internationaux, les enfants de la « génération tsunami » risquent maintenant de connaître la maladie, la faim ou l'exploitation. Sur le terrain, ces organisations tentent d'identifier les orphelins pour essayer de les protéger.



NICOLAS BÉRUBÉ
ENVOYÉ SPÉCIAL
AU SRI LANKA

VALAICHENAI – En apparence, rien ne les distingue des autres enfants qui jouent dans le sable près des tentes blanches données par l'ONU. Puis le chef du camp les appelle et leurs visages se voilent. Ils se lèvent doucement et marchent vers les étrangers, tête basse, les bras le long du corps.

Shanty, Varan et Kalaicheve ont tous trois perdu leurs parents il y a deux semaines, quand la mer a envahi leur village. Ils ont vu les flots les emporter alors qu'eux-mêmes étaient accrochés à un arbre ou juchés sur un toit.

Depuis, ils vivent sous l'aile d'un oncle, d'un frère et d'une cousine au camp de réfugiés de Valaichenai, à quelques kilomètres du village de pêcheurs où ils ont grandi. La mer, qui les a nourris pendant des années, leur a tout pris : ils n'ont pas un sou et se déplacent pieds nus dans des vêtements trop grands qui ne sont pas les leurs.

« La nuit, j'ai de la difficulté à dormir, explique Varan, frère aîné de 15 ans à qui on en donnerait



Un moine bouddhiste masse les pieds de Sangeeta, 8 ans, qui a perdu son père et sa maison le 26 décembre. La fillette séjourne depuis à l'orphelinat de Nagapattinam, dans le sud de l'Inde.

seulement 9. Quand je dors, je fais des cauchemars. Je vois mon père et ma mère qui rient dans l'eau. Ça me rend très triste. » Les corps de ses parents n'ont toujours pas été retrouvés. Il garde espoir qu'ils soient encore vivants, quelque part.

Près de lui, Kalaicheve 16 ans, est assise, le dos courbé vers le sol. « Je vis avec mon frère et sa femme, dit-elle. Ce sont eux qui s'occupent de moi. » Elle n'a jamais été à l'école, ne sait ni lire ni écrire.

Shanty, 16 ans également, élançée, le teint pâle, a peine à parler de ce qu'elle a vu ce jour-là. Elle répond aux questions en hochant la tête, le regard humide et le cœur gros. On sent que le drame est frais dans sa mémoire, qu'il est dans l'air qu'elle respire, dans la barrette qu'elle ouvre et referme machinalement. Le corps de son père a été retrouvé la semaine dernière. Sa mère manque toujours à l'appel.



Zulfahmi, 10 ans, qui a perdu ses parents, son frère et sa soeur, a pu être réuni avec sa grand-mère, hier, dans un hôpital de Banda Aceh, Indonésie.

Plus affectés

Selon l'UNICEF, les enfants ont été particulièrement affectés par le raz-de-marée du 26 décembre. Au Sri Lanka, environ 40 % des 31 000 victimes sont âgées de moins de 18 ans, de loin le groupe d'âge le plus touché. Et les enfants qui ont survécu doivent maintenant faire face à des problèmes tout aussi graves que ceux des adultes.

Cette semaine, des histoires de vols d'enfants ont fait les manchettes au Sri Lanka. L'Association des médecins sri-lankais a fait état de plusieurs cas de vente d'orphelins à des parents ayant perdu un enfant dans les raz-de-marée. Ces médecins demandent au gouvernement de créer des endroits réservés aux enfants dans les camps de réfugiés, afin qu'ils soient mieux protégés.

Malik Calyaneratte, porte-parole de l'organisme Save the Children pour le Sri Lanka, affirme n'avoir eu aucune confirmation concernant les histoires d'enlèvements d'enfants. « Notre position, c'est qu'on ne peut ignorer que le risque existe », dit-elle.

Jeudi, un programme national visant à identifier les enfants orphelins a donc été mis sur pied au Sri Lanka. Organisé conjointement par l'UNICEF, Save the Children et le gouvernement sri-lankais, il a pour

objet de protéger les orphelins de l'abus et de l'exploitation.

« Présentement, nos équipes sont sur le terrain pour identifier chaque orphelin et s'assurer qu'il est bien traité », explique Mme Calyaneratte, ajoutant que le nombre total d'orphelins des tsunamis n'est pas encore connu.

Parallèlement, le gouvernement sri-lankais a annoncé qu'aucun orphelin des tsunamis ne serait adopté par une famille dans les prochaines semaines, afin de laisser le temps aux enfants de faire leur deuil.

Après les camps de réfugiés, ce sont donc les orphelinats qui accueilleront les enfants seuls. M. Theveargah, responsable d'un des orphelinats de la région de Valaichenai, dit que les établissements sont prêts à les accueillir, mais ils vont avoir besoin d'une aide financière à long terme pour joindre les deux bouts.

« Le gouvernement nous donne 300 roupies par mois par enfant (environ 3 \$). Ce n'est pas assez. Le reste provient de l'aide locale et internationale. Nous allons avoir besoin d'aide supplémentaire, c'est certain », explique-t-il.

COURRIEL

Pour joindre notre journaliste : nicolas.berube@lapresse.ca

PLUS

DES OH! ET DES BAH!

La rubrique qui voit et entend tout... à sa façon

DES CHIFFRES QUI PARLENT

10

Don, en millions de dollars, fait aux victimes du tsunami par le champion de F1, Michael Schumacher. Que dit Jacques?

100

Nombre de proches et d'amis d'un ressortissant du Sri Lanka vivant à Londres qui ont été tués par le tsunami.

ICI ET AILLEURS

CALGARY

Oups!

Le *Calgary Herald* a publié en première page le 30 décembre une photo représentant un groupe de personnes en train de fuir devant une énorme vague. L'image donne une bonne idée de la terreur qu'ont dû ressentir les personnes happées par le tsunami. Seul hic: la photo représentait un tsunami ayant frappé la Chine il y a deux ans. Le quotidien, en guise de mea culpa, a montré du doigt une ONG qui lui avait fourni le cliché. Il a souligné par ailleurs que plusieurs médias l'avaient utilisé. On se console comme on peut.

CANADA

Les douillots du DART

Le gouvernement fédéral a fait grand cas cette semaine du déploiement au Sri Lanka du DART, une unité d'intervention «rapide» qui devait arriver sur les lieux à la fin de la semaine, près de deux semaines après la catastrophe. Lors d'un précédent déploiement au Honduras en réponse aux dévastations laissées par l'ouragan *Mitch*, les soldats du DART avaient profité de la visite du ministre de la Défense de l'époque, Art Eggleton, pour souligner leur insatisfaction face à leurs conditions de travail. À quand un DART pour venir en aide aux soldats canadiens maltraités?

GRANDE-BRETAGNE

Supercatastrophe

La BBC a décidé de reporter cette semaine la diffusion d'un documentaire intitulé *Supervolcano* portant sur les ravages qu'occasionnerait l'éruption du volcan Yellowstone, situé dans le parc national américain du même nom. Selon le documentaire, l'éruption du volcan causerait la mort immédiate de 100 000 Américains et entraînerait un changement climatique massif qui mènerait à son tour à la mort d'un milliard de personnes. «Nous avons décidé qu'il n'était pas convenable de diffuser ce programme en ce moment», a déclaré une porte-parole de l'audiovisuel public britannique. Le tsunami? De la petite bière.

ILS, ELLES ONT DIT...

Compatissant

«Dieu a frappé les plages de la débauche, du nudisme et de la prostitution.»

— Propos recueillis sur un site islamiste à la suite du tsunami

Débile

«À la suite de votre demande d'information, nous avons le profond regret d'annoncer que, selon l'information de notre personnel d'ambassade, le décès de TOUTES les personnes nommées dans votre demande a été confirmé.»

— Message envoyé par un détraqué anglais à des familles qui tentaient d'obtenir du Foreign Office des renseignements sur la situation de leurs proches en voyage en Asie du Sud-Est

Solidaire

«La vie est très précieuse et la perte de vies humaines et de biens au cours de cette tragédie sans précédent est tellement énorme.»

— Thich Nguyen Thao, expliquant sa décision de mettre en vente le temple de sa communauté bouddhiste dans l'ouest canadien pour venir en aide aux victimes du tsunami

EN HAUSSE... EN BAISSÉ

> VISA



Les grandes compagnies de crédit ont accepté de renoncer aux frais normalement prélevés pour les dons en ligne aux organismes humanitaires engagés en Asie du Sud-Est. C'est trop beau.

> JEAN CHAREST



Alors que la plupart des pays de la planète rivalisent de générosité pour venir en aide aux victimes du tsunami, le premier ministre maintient que sa contribution de 100 000 \$ est suffisante. Chiche.



PHOTO PHILIP A. McDANIEL, AGENCE FRANCE-PRESSE

Un hélicoptère Seahawk de l'armée de l'air américaine se pose dans l'île de Sumatra, distribuant vivres et médicaments. Une belle image... qui occulte le fait que les États-Unis ne consacrent que 0,14 % de leur PIB à l'aide internationale.

États riches, solidarité sélective



MARC THIBODEAU

ANALYSE

À voir la surenchère de promesses de dons à laquelle se livrent les États riches de la planète en réponse aux tsunamis qui ont frappé l'Asie du Sud-Est, on pourrait presque croire que l'éradication de la misère humaine figure tout en haut de leur liste de priorités.

Un graphique produit avant la période des Fêtes par Oxfam pour dénoncer «l'avarice» de ces mêmes États suffit pour se convaincre du contraire.

Au début des années 60, les pays riches consacraient en moyenne 0,48 % de leur produit intérieur brut (PIB) à l'aide internationale. Ce chiffre n'a cessé de décliner au cours des décennies suivantes avant de repartir (très) légèrement en hausse au milieu des années 90 pour s'établir aujourd'hui à 0,24 %, alors que la cible minimale fixée par les Nations unies est de 0,7 %.

La France et les États-Unis, qui ont trouvé les moyens de s'affronter sur leur générosité respective à la suite des tsunamis, ne sont pourtant pas en position de pavoiser. Le premier y consacre 0,42 % de son PIB, quand même mieux que la moyenne, alors que le second fournit l'équivalent de 0,14 % du sien. Nos voisins du Sud peuvent quand même se targuer d'être les plus grands donateurs dans l'absolu puisque leur contribution totale est de 15 milliards par année.

La Norvège et le Danemark arrivent loin devant avec des contributions annuelles représentant 0,92 et 0,84 % de leur PIB. Fidèles à leur philosophie, valable à longueur d'année plutôt que le temps d'une catastrophe, ils figurent parmi les principaux donateurs aux victimes des tsunamis.

Le Canada, quant à lui, peut adopter un profil bas puisque son effort annuel se situe à 0,26 % du PIB. Les élans de générosité du premier ministre Paul Martin, qui jure de tout faire pour aider les victimes des tsunamis, étaient beaucoup plus discrets lorsque le Parti libéral sabrait l'aide au développement pour assainir les finances fédérales.

Si le gouvernement est sincère, il aura tôt fait de rectifier le tir. Ne comptez pas trop là-dessus cependant. Il y a quelques semaines, un porte-parole du ministère de la Coopération internationale a souligné que le pays n'avait aucune intention de se fixer un échéancier pour atteindre le seuil de 0,7 %, faisant ainsi écho à la position d'une douzaine d'autres pays riches. Pour des gens dévotés par l'empathie, ils ne semblent guère pressés.

Quant au Québec, mieux vaut en rire que pleurer. Le gouvernement de Jean Charest a beau maintenir que la somme de 100 000 \$ mise de l'avant est appropriée, personne n'y croit. Le fait de le répéter enco-



PHOTO IRWIN FREDRIANSYAH, AP

Des boîtes, des boîtes et encore des boîtes, destinées à l'île de Sumatra, en Indonésie, gravement éprouvée par les tsunamis. Le président de Médecins sans frontières, Jean-Hervé Bradol, avance plusieurs facteurs pour expliquer l'importance de la mobilisation suscitée par les tsunamis: la «pureté» des victimes, frappées arbitrairement par une catastrophe naturelle, la possibilité de «faire des images en continu», la présence d'un «médiateur» faisant le lien entre le public occidental et les victimes, en l'occurrence les touristes touchés, ainsi que la période des Fêtes, plus propices à la générosité.

re et encore ne fait qu'empirer les choses.

En bref, l'élan de générosité des derniers jours de plusieurs États riches paraît noble mais hautement circonstanciel. Les Nations unies, échaudées par le passé, ont illustré diplomatiquement leur scepticisme en soulignant que ces promesses devaient se concrétiser par de l'argent sonnante et ne pas disparaître

Les élans de générosité du premier ministre Paul Martin, qui jure de tout faire pour aider les victimes des tsunamis, étaient beaucoup plus discrets lorsque le Parti libéral sabrait l'aide au développement pour assainir les finances fédérales.

lorsque les caméras se détournent du drame.

«Nous avons souvent eu des écarts (entre les sommes promises et versées) par le passé et j'espère que ça ne va pas se produire dans ce cas-ci», a indiqué jeudi le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, qui a appelé à cette occasion les médias à «maintenir la pression».

Ce dernier appel risque de s'avérer périlleux puisque les médias ne manquent pas une grande constance en matière de misère humaine. Une catastrophe en remplace facilement une autre — qui aujourd'hui se préoccupe de la situation des Gonaïves, en Haïti — et la misère «ordinaire» n'a guère droit de cité.

Si les manchettes soulignent chaque jour que «des dizaines de milliers d'enfants sont morts hier de malnutrition ou de maladies qui auraient pu être facilement traitées» — ce qui serait tout à fait rigoureux — est-ce que les dons afflueront comme pour les victimes des tsunamis?

Le président de Médecins sans frontières, Jean-Hervé Bradol, a mis le holà à la surenchère cette semaine en soulignant que son organisation, submergée, n'entendait plus accepter de dons pour les pays touchés de l'Asie du Sud-Est, les sommes recueillies étant suffisantes pour financer les opérations en cours.

Dans une entrevue au quotidien *Le Monde*, il avance plusieurs facteurs pour expliquer l'importance de la mobilisation suscitée par les tsunamis. La «pureté» des victimes, frappées arbitrairement par une catastrophe naturelle, la possibilité de «faire des images en continu», la présence d'un «médiateur» faisant le lien entre le public occidental et les victimes, en l'occurrence les touristes touchés, ainsi que la période des Fêtes, plus propices à la générosité, ont fortement contribué, selon lui, à la réponse du public ainsi qu'à la générosité correspondante des États.

Le coordonnateur des services humanitaires de l'ONU, Jan Egeland, a dit espérer pour sa part que l'intervention des pays riches reflète le début d'une nouvelle ère en matière de solidarité internationale. Il a prié du même coup les pays donateurs de ne pas oublier d'autres sociétés souffrantes, comme le Congo, où un millier de personnes meurent chaque jour des suites du conflit qui touche la région.

Ce rappel ne sera pas superflu.



PHOTO LUCY PEMONI, REUTERS

Barry Hirshorn, géophysicien au Centre de prévention des tsunamis du Service national météorologique du Pacifique, montre à l'aide de gestes — et d'une image sur son écran d'ordinateur — comment le mouvement des plaques tectoniques, sous la terre, peut créer des tsunamis.

Les scientifiques se préparaient...

... mais leurs prévisions ne couvraient pas l'océan Indien

Depuis une dizaine d'années, grâce à l'accroissement des performances des ordinateurs, des chercheurs simulent la propagation des tsunamis à l'aide de modèles très précis. Objectif : prédire quelles seront les zones inondées sur terre pour alerter à temps afin de permettre l'évacuation des populations.

SYLVIE LASSERRE
COLLABORATION SPÉCIALE

Son téléphone portable ne le quitte jamais. Costas Synolakis, directeur du Tsunami Research Group de l'Université de South California, doit rester joignable à tout moment. C'est lui qui a mis au point MOST (Method Of Splitting Tsunami), un logiciel qui calcule la hauteur de la vague dans une baie ainsi que les zones inondées.

Son équipe a établi les cartes d'inondation de la côte californienne. Elle a la consigne, en cas de fort séisme, de se rendre d'urgence au laboratoire pour lancer les modèles afin de calculer la hauteur et la force de la vague générée. Les résultats permettent de déterminer les zones à évacuer : « Par exemple pour une vague de deux mètres, il faudra évacuer 3000 personnes, dit M. Synolakis. Si elle fait quatre mètres, ce seront 200 000 personnes. Au-delà, 500 000. »

La simulation numérique des tsunamis est une technique récente. « Nous n'avons réellement pu simuler qu'à partir des années 90 », atteste François Schindelé, le président du Groupe international de coordination du système d'alerte aux tsunamis dans le Pacifique pour le compte de la Commission océanographique de l'UNESCO. Récemment encore, les puissances de calcul des ordinateurs étaient insuffisantes. Sur son ordinateur portable, le chercheur lance une simulation du tsunami de 1995 consécutif à un séisme au Chili. On voit la vague se former puis se propager avant d'arriver sur les terres. À cause du relief sous-marin, elle ne se propage pas simplement : une bosse peut la ralentir et un creux l'accélérer.

Malgré ces moyens, propager un tsunami d'un bout à l'autre du Pa-

cifique sur une station de travail requiert quatre jours de calcul. Dans la réalité, la vague traverse le Pacifique en 20 heures et l'océan Indien en trois heures. Alors, les modélisateurs établissent des banques de données de simulations, des cas préparés à l'avance. Le dernier tsunami trans-Pacifique remonte à 1964, après un séisme de magnitude 8,4 en Alaska. Il n'y a donc jamais eu de simulation lors d'une alerte réelle.

Le matin du tremblement de terre dans l'océan Indien, le 26 décembre, Costas Synolakis se trouvait à Athènes, en vacances. « J'ai été averti par le PTWC (Pacific Tsunami Warning Center). J'ai su immédiatement qu'il y avait eu un important séisme, de magnitude 9,

« Notre urgence était de tenter de trouver le modèle le plus adéquat possible car il n'existe pas de cartes d'inondation pour la région, dit M. Synolakis. Puis nous avons dû nous rendre à l'évidence : la simulation serait deux fois plus longue que la propagation de la vague. C'était inutile. »

juste avant huit heures du matin. » Il a alors contacté son laboratoire en Californie afin de voir s'il n'était pas possible de trouver un modèle existant pour la région, capable de tourner rapidement. Mais le laboratoire, dont la mission est limitée aux côtes californiennes, ne dispose que de données sur Singapour et l'est de Sumatra, et pour des séismes ne dépassant pas la magnitude 7.

« Notre urgence était de tenter de trouver le modèle le plus adéquat possible car il n'existe pas de cartes d'inondation pour la région, dit M. Synolakis. Puis nous avons dû nous rendre à l'évidence : la simu-

lation serait deux fois plus longue que la propagation de la vague. C'était inutile. »

Bulletins d'alerte

En temps normal, une fois les simulations effectuées, les alertes aux tsunamis sont diffusées par le PTWC. « Cela fait partie des missions du centre, précise François Schindelé, qui est chercheur au Laboratoire de détection et de géophysique du Commissariat à l'énergie atomique de la France. Selon les cas, il émet des bulletins d'information, des bulletins de veille ou bien des bulletins d'alerte. À partir d'un séisme de magnitude 7,8, c'est toujours un bulletin d'alerte. Et dans le cas d'un séisme de magnitude 9, on ne se pose mêm-

n'appartient tout simplement pas au Groupe international de coordination du système d'alerte aux tsunamis dans le Pacifique !

C'est là que le bât blesse : l'océan Indien semble avoir été partiellement oublié ou négligé, parce que 80 % des tsunamis surviennent dans le Pacifique. Ce que confirme Costas Synolakis : « Le 9 décembre, nous avons une réunion au Pacific Tsunami Research Center. À la fin, nous avons rappelé aux participants qu'il n'existait pas de centre d'alerte aux tsunamis pour les Caraïbes, l'océan Indien et la mer Méditerranée. » Une rapide estimation du coût de production des cartes d'inondation est faite : environ 100 millions de dollars pour le monde entier, dont 20 à 30 millions pour l'océan Indien.

Marquises, mai 1960

Retour quelques années en arrière... Une nuit de mai 1960 aux Marquises. C'est grâce au postier que tout le monde fut sauvé. En rentrant chez lui le soir, il entendit la mer gronder plus fort que d'habitude. Il prit sa lampe et constata que la mer se retirait de manière importante. Tout de suite, il comprit : le fameux *tai toko*, l'alerte à la vague, des anciens Marquisiens ! Il courut prévenir la gendarmerie. Vingt minutes après, la vague envahissait la baie, détériorant la prison et les farés. Il n'y eut aucune victime. Ils savaient.

C'est encore l'information des populations qui semble la plus efficace et la plus facile à mettre en oeuvre. Costas Synolakis en convie : « Chacun devrait savoir que lorsqu'il voit la mer se retirer très loin, de manière anormale, il devrait courir se réfugier sur une hauteur ! Je pense que le seul moment où notre système est valable, c'est la nuit, lorsque l'on ne peut pas voir la mer. » Le chercheur précise qu'aux États-Unis, dans les États d'Oregon, de Washington, d'Hawaï et bientôt de Californie, toutes les plages sont équipées de panneaux mettant en garde contre les tsunamis.

Les grands tsunamis de l'histoire

> Vers 1450 av. J.-C — Thera (île de Santorin) : après l'explosion, puis l'effondrement du volcan, un tsunami aurait balayé la Crète et les îles alentour et pourrait être à l'origine de la disparition de la civilisation minoenne.

> 1703 — Awa, Japon : 100 000 victimes.

> 1^{er} novembre 1755 — Lisbonne : un séisme détruit la ville, qui fut ensuite envahie par un raz-de-marée faisant 30 000 victimes.

> 26 août 1883 — Java et Sumatra : effondrement du Krakatoa après son éruption. 36 000 victimes, 300 villages dévastés, les vagues atteignent 40 mètres.

> 15 juin 1896 — Japon : 22 000 victimes. Des vagues atteignent 38 mètres à Shirahama. Ressenti jusqu'à Hawaii et en Californie.

> 1^{er} avril 1946 — Tsunami trans-Pacifique et premier tsunami dit « catastrophique » du 20^e siècle : environ 150 victimes, dont une centaine à Hawaii après un tremblement de terre en Alaska. La vague a traversé le Pacifique, provoquant des dégâts jusqu'au Chili.

> 22 mai 1960 — Tsunami trans-Pacifique et second tsunami « catastrophique » du 20^e siècle : consécutif à un tremblement de terre de magnitude 8,3 sur l'échelle de Richter près de la côte chilienne. Des dégâts au Chili, à Hawaii, aux Philippines et au Japon. Des milliers de morts dont plusieurs centaines sur les côtes japonaises.

> 27 mars 1964 — Tsunami trans-Pacifique : séisme en Alaska de magnitude 8,4. Dégâts au Canada, aux États-Unis et à Hawaii : 122 victimes, dont 12 en Californie, et 106 millions de dommages matériels.

> 17 juillet 1998 — Papouasie — Nouvelle-Guinée : plus de 2000 victimes et plusieurs villages détruits à la suite d'un séisme de magnitude 7,1 doublé d'un effondrement sous-marin. Touche 30 kilomètres de côtes parsemées de petits villages.

La traite des Blanches, version contemporaine

Dans la foulée du scandale des effeuilleuses roumaines, qui risque de faire rouler la tête de la ministre de l'Immigration, Judy Sgro, notre reporter Isabelle Hachey s'est penchée sur le sort des danseuses nues et le côté sombre de l'industrie du sexe au Canada.



ISABELLE HACHEY

TORONTO — Personne n'avait prêté attention à la maison anonyme du centre de Hamilton, en Ontario. Les voisins ne s'étaient jamais souciés des locataires — des filles qui parlaient une langue inconnue —, ni des hommes qui leur rendaient visite à toute heure du jour et de la nuit. Jusqu'à ce que les policiers y débarquent en force.

C'était à l'été 1999. Les jeunes femmes étaient des Hongroises à qui Darko Vranich, citoyen canadien d'origine yougoslave, avait promis la fortune au Canada. Captives dans cette maison ordinaire, elles ont plutôt été forcées à la prostitution. Victimes, comme des centaines de milliers d'autres femmes dans le monde, de la traite des Blanches, version contemporaine.

Darko Vranich a été arrêté dans sa luxueuse villa, tout comme des centaines d'agents, proxénètes et proprios de clubs de strip-tease, cette année-là, dans le cadre du projet Almonzo, un grand ménage dans l'industrie du sexe en Ontario. L'opération policière d'envergure visait à mettre un frein à l'exploitation d'étrangères, attirées au Canada sous de faux prétextes et forcées à la prostitution dans les bars de danseuses, les bordels et les salons de massage du pays.

Ces femmes sont les esclaves de notre ère. On confisque leur passeport, on les drogue, on les menace, on les bat, on les viole. Cela se passe partout dans le monde, à Tokyo, à Londres, à Toronto, à Montréal. Dans notre cour.

Modus operandi

Chaque année, des trafiquants forcent au moins 600 étrangères à travailler dans l'industrie du sexe au pays, selon un rapport de la Gendarmerie royale du Canada. Mais ce n'est sans doute que la pointe de l'iceberg, admet le sergent Alain Petit, porte-parole sur les questions d'immigration à la GRC, puisque seule une victime sur 10, en



« Danseuses exotiques demandées — téléphonez à Judy Sgro, députée », peut-on lire sur cette affiche géante qu'un bar de Toronto a « stationnée » devant la colline parlementaire d'Ottawa, en décembre dernier.

moyenne, signale ce genre de crime à la police.

C'est ce dénoncer les trafiquants peut coûter très cher à ces jeunes femmes. Non seulement risquent-elles d'être expulsées du pays, mais retourner à la maison sans avoir remboursé leur dette de passage au Canada peut être extrêmement dangereux, pour elles comme pour leur famille.

Le *modus operandi* des réseaux mafieux : « Ils font paraître des annonces dans les journaux du pays d'origine, à la recherche de candidats pour travailler dans un hôtel au Canada, par exemple, explique M. Petit. Quand les femmes arrivent au pays, elles se rendent compte que ce n'est pas du tout ce qu'on leur avait promis. »

« On leur dit : on vous a fait venir au Canada, vous devez nous rembourser, vous devez vous prostituer. Mais il y a toujours de nouveaux frais qui s'ajoutent, et la victime est emprisonnée dans un cycle, gardée dans des conditions d'esclavage, on lui dit que la police canadienne est corrompue, on lui dit que des contacts, dans son pays, tueront sa mère, son père, son frère », poursuit le sergent Petit.

Selon lui, la traite des femmes a

lieu dans toutes les grandes villes canadiennes. Et le gouvernement fédéral ne peut plaider l'ignorance. « Nous savons que des femmes sont prises dans des bars de danseuses, des *peep shows*, des services d'escortes et des salons de massage

Chaque année, des trafiquants forcent au moins 600 étrangères à travailler dans l'industrie du sexe au pays.

à Montréal, Toronto et Vancouver », affirmait le ministre de la Justice, Irwin Cotler, en mars.

Pourtant, disent les critiques, Ottawa s'est fait le complice de ce trafic en facilitant l'immigration d'étrangères pour travailler dans les bars de danseuses du pays, aux prises avec une pénurie d'effeuilleuses. En agissant de la sorte, disent-ils, le gouvernement aurait envoyé des femmes vulnérables dans la gueule du loup.

« Les autorités policières sont d'avis qu'une grande majorité de femmes sont attirées ici par de

fausses promesses, puis forcées à la prostitution », rapportait un agent de renseignements dans un courriel daté de 1999. « Il semble que certaines femmes savent qu'elles viennent pour danser nues, mais ne réalisent pas qu'elles peuvent être forcées à avoir des rapports sexuels avec les clients. »

Un an plus tard, Condition féminine Canada publiait une étude révélant que neuf des 18 femmes d'Europe de l'Est interviewées par les chercheurs avaient « clairement » été victimes de trafic — même si elles refusaient de l'admettre.

« Je n'ai pas travaillé du tout les quatre premières nuits », racontait une danseuse hongroise citée dans l'étude. « Je disais : il est hors de question que je danse, vous pouvez me faire ce que vous voulez, mais je ne danserai pas. Un dimanche soir, il me dit : Bon, ça fait une semaine que tu es ici... sans faire d'argent. On va te montrer comment en faire. Il a envoyé quatre types dans ma chambre pour m'enseigner comment je devais faire de l'argent. Ils m'ont violée pendant quatre jours et quatre nuits. »

Devoir d'agir

Dans le cadre du projet Almonzo, des douzaines d'Asiatiques ont été libérées après une série de descentes dans 15 bordels de Toronto. Un réseau fournissait de 30 à 40 femmes aux trois mois aux bordels, qui payaient 16 000 \$ par femme. Ces dernières étaient forcées de coucher avec 400 hommes pour rembourser leur dette. Chacune d'entre elles rapportait environ 40 000 \$ aux tenanciers.

« Quelle femme ne vous donnera pas de problèmes ? Une femme qui ne connaît pas la langue, qui vient de l'étranger et qui est terrifiée. Une femme qui ne sait pas vers qui se tourner pour trouver de l'aide », explique Victor Malarek, auteur du livre *The Natashas*. Pendant un an et demi, le journaliste originaire de Montréal a fait le tour du monde pour enquêter sur le trafic des femmes. Il en est revenu très en colère.

« Toute cette affaire me rend furieux. Cela se passe ici, chez nous, et si la GRC ne commence pas à se pencher sur l'enjeu, elle sera de plus en plus débordée. Ça devrait être la priorité. On ne parle pas de drogue, de fraude ou de vol de cartes de crédit, mais bien d'êtres humains violés tous les jours ! »

La filière roumaine?

ISABELLE HACHEY

TORONTO — Sur les 681 danseuses érotiques qui ont obtenu un visa de travail temporaire en 2003 au Canada, pas moins de 552 provenaient de la Roumanie, un pays où la corruption et le crime organisé prolifèrent depuis l'effondrement du communisme. Plusieurs experts n'y voient aucune coïncidence.

En Roumanie, les mailles du filet de sécurité sociale ne cessent de s'élargir. On estime que de 1500 à 2000 enfants de la rue vivent dans la capitale, Bucarest. L'été, ils dorment à la belle étoile. L'hiver, ils vont dans les réseaux d'égouts. Ils constituent des proies faciles pour le crime organisé.

« L'un des principes fondamentaux du trafic humain, c'est le désespoir. Les gens veulent travailler, ils ont besoin d'argent pour survivre et faire vivre leur famille », souligne le sergent Alain Petit, de la Gendarmerie royale du Canada (GRC). En Europe occidentale, et même au Canada, les réseaux de prostitution alimentés par de jeunes filles d'Europe de l'Est constituent un problème social de plus en plus grave.

« Plusieurs personnes font l'erreur de penser que toutes les femmes qui viennent au Canada pour travailler

dans des clubs de danseuses le font volontairement. Mais ces personnes ne se posent pas une question très importante : qu'est-il arrivé chez elles pour que ces femmes soient impliquées là-dedans ? », dit le journaliste d'enquête Victor Malarek, auteur du livre *The Natashas*, sur le trafic international des femmes.

La question a apparemment assez tourmenté le ministre des Ressources humaines, Joe Volpe, pour qu'il révoque la mesure facilitant l'octroi de visas aux effeuilleuses étrangères, en

Le Japon passe à l'action

ISABELLE HACHEY

Avec le Canada, le Japon est l'un des seuls pays du monde à accorder des visas à des effeuilleuses étrangères. En décembre, Tokyo a annoncé qu'il accordera 10 fois moins de visas aux travailleuses du « divertissement ». Le nombre de visas passera ainsi de 80 000 à moins de 8000 — un chiffre qui demeure énorme par rapport aux 354 visas octroyés à des danseuses étrangères en 2004 au Canada. Le

décembre. « Le ministre n'était pas à l'aise avec le fait que le nombre de permis ait doublé en trois ans », dit son porte-parole, Stephen Heckbert. À Citoyenneté et Immigration Canada, on assure toutefois que les vérifications nécessaires ont été effectuées, et qu'aucune activité criminelle n'a été décelée.

Mais pour M. Malarek, c'est clair : les femmes d'Europe de l'Est qui se retrouvent chaque année dans les bars de danseuses et les bordels occidentaux sont la plupart du temps du-

gouvernement japonais tentera ainsi de stopper la traite des femmes philippines, qui se retrouvent en masse, grâce à ce programme, dans les bordels, les salons de massage et les boîtes de strip-tease nippons. Pendant des années, les autorités japonaises ont fermé les yeux sur le trafic. Elles ont décidé d'agir après que le département d'État américain eut placé le Japon sur une « liste noire » dans son dernier rapport sur les droits humains.

pées, puis forcées à la prostitution par le crime organisé.

« Il faut qu'il y ait un réseau », confirme Audrey Macklin, professeur de droit à l'Université de Toronto. « Cela dit, je pense qu'on a tendance à exagérer l'élément crime organisé, pour en faire une sorte de grande conspiration mondiale. Le trafic humain se pratique de façon beaucoup moins formelle qu'on ne l'imagine. »

Selon un rapport du gouvernement roumain, les trafiquants sont, en général, des hommes sans emploi, travaillant parfois avec d'anciennes prostituées. La plupart ont déjà été impliqués dans d'autres activités criminelles comme le vol, la contrebande et le proxénétisme. Ils se servent de petits commerces, comme des agences de voyages, comme couverture pour leur trafic d'êtres humains.

« L'instabilité régionale et les difficultés engendrées par la transition économique de mon pays ont favorisé l'apparition en Roumanie des réseaux criminels de traite des personnes », admettait l'ambassadeur roumain aux Nations unies, Doru Costea, en avril 2004. L'année précédente, les autorités avaient démantelé pas moins de 40 réseaux criminels donnant dans le trafic et la migration illégale.

Bucarest prend l'enjeu au sérieux. En 2001, le gouvernement a adopté un plan d'action contre le trafic d'êtres humains. Il a aussi organisé des campagnes de prévention dans les écoles, des séminaires dans les

commissariats, en plus de distribuer des dépliants et de diffuser de la publicité télévisée dans lesquelles il souligne que « les êtres humains n'ont pas de prix ».

Ceci n'est pas un programme

Il n'existe pas — et n'a jamais existé — de programme d'immigration particulier pour les danseuses érotiques au Canada. Ce qui a fait couler tant d'encre, c'est une mesure introduite en 1998 pour faciliter l'octroi de permis de travail temporaire aux danseuses étrangères, après que le ministère des Ressources humaines eut évalué que l'industrie souffrait d'une pénurie en la matière. Cette mesure a été abolie le 2 décembre par le ministre Joe Volpe, dans la foulée du scandale qui éclabousse sa collègue à l'Immigration, Judy Sgro. Désormais, les demandes sont traitées au cas par cas ; comme dans toutes les autres industries, les propriétaires de bars de danseuses doivent prouver qu'ils ont fait les démarches nécessaires pour embaucher une strip-teaseuse recrutée à l'étranger.

Parfum de scandale

Le bar de danseuses nues House of Lancaster, à Toronto, est au coeur du *strippergate*, le scandale des effeuilleuses roumaines. Isabelle Hachey a rencontré Terry Koumoudouros, propriétaire du Lancaster, un lieu triste, pathétique et qui a connu de meilleurs jours. Dossier sur un scandale qui n'a pas fini de faire des vagues.



ISABELLE HACHEY

TORONTO — La musique du bar parvient, étouffée, dans le bureau des frères Terry et Spiros Koumoudouros. Accrochée au mur, tout près de tableaux kitsch de femmes nues, une photo de Spiros et du premier ministre Paul Martin, tout sourire. Plus loin, Spiros et l'ancien premier ministre de l'Ontario, Mike Harris. Ailleurs encore, Spiros et l'ex-maire de Toronto, Mel Lastman. « C'est le mur de la honte », blague Terry Koumoudouros, 65 ans, en tirant une bouffée de cigarette sous sa moustache jaunée.

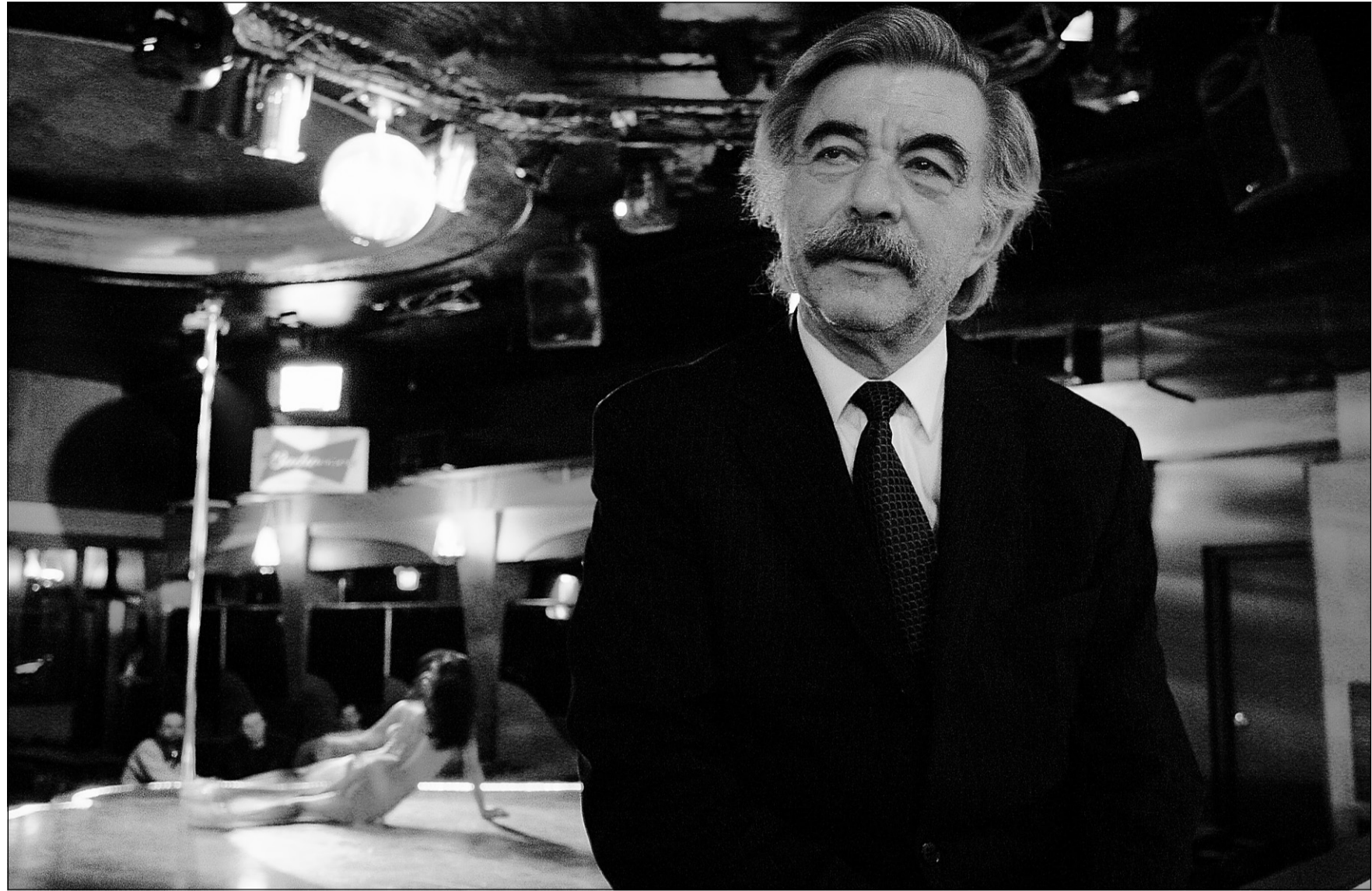
Nous sommes au coeur du *strippergate*, ce scandale qui risque de faire rouler la tête de la ministre canadienne de l'Immigration, Judy Sgro. C'est ici, dans ce bureau enfumé, que le chef de cabinet de la ministre, Ihor Wons, est venu discuter de la pénurie d'effeuilleuses qui frappe le Canada. Les frères Koumoudouros, propriétaires du House of Lancaster de Toronto, ont tenté de convaincre M. Wons d'accorder des visas de travail à 18 danseuses dominicaines. Sans succès.

Au moins, le bras droit de la ministre Sgro a pu profiter de sa visite pour dresser un état des lieux. Comme la plupart des bars de ce genre, le House of Lancaster est un peu triste, un peu pathétique. Sur scène, une effeuilleuse hongroise s'exécute avec plus ou moins de conviction du haut de ses bottes à plateforme.

Les clients sont rares. « Vous voyez, c'est mort ! » se lamente Terry Koumoudouros. Les temps ont bien changé depuis une dizaine d'années, dit-il, quand la penderie de son bureau était « remplie de manteaux de fourrure tous les soirs ». À l'époque, les trois quarts de ses « filles » étaient québécoises et, à l'en croire, elles faisaient de l'argent comme de l'eau.

Une affaire complexe

Il n'y a pas à dire, les temps ont bien changé depuis que les deux frères ont quitté leur village grec — et renoncé à la doctrine marxiste-léniniste — pour venir faire fortune dans l'industrie du sexe au Canada. Dans son costume à rayures fatigué, le dos courbé et les cheveux poivre et sel lissés vers l'arrière, Terry Koumoudou-



Terry Koumoudouros, proprio du bar de danseuses House of Lancaster de Toronto. « Vous voyez, c'est mort ! »

PHOTO FERNANDO MORALES, THE GLOBE AND MAIL

ros incarne à lui seul l'inéluctable déclin des bars de danseuses au pays.

Les temps ont bien changé. Il y a eu la récession, bien sûr. Et l'avènement des « danses contact », au milieu des années 90, qui ont permis aux clients de tripoter les danseuses — qui dansent en fait de moins en moins — dans des isoloirs et des salons privés. En fait, il n'y a qu'une chose qui n'ait pas changé : la demande. Le problème, c'est que les Canadiennes lèvent le nez sur le métier. D'où le besoin d'importer une main-d'oeuvre étrangère, surtout d'Asie et d'Europe de l'Est, pour assouvir les désirs sexuels des Canadiens. Et c'est là que les problèmes commencent.

L'affaire est plus complexe qu'elle en a l'air. Dans un camp, il y a ceux qui jugent qu'en permettant à des femmes désespérées d'obtenir un visa pour danser dans les clubs de strip-tease au pays, Ottawa a agi comme le pire des rabat-

teurs. Victor Malarek, journaliste d'enquête et auteur de *The Nataschas*, un ouvrage sur l'inquiétant phénomène de la traite internationale des Blanches, est de ceux-là. « Comment le Canada peut-il plonger des femmes du tiers-mon-

« Il y a toutes sortes de clients. Parfois, nous avons affaire à des hommes saouls, à des hommes un peu fous. Ce n'est pas facile. »

de dans un milieu décrit comme étant très dangereux par les services du renseignement criminel du pays », s'insurge-t-il.

Dans l'autre camp, il y a ceux qui défendent la logique de la machine gouvernementale. « C'est un besoin du marché », avait expliqué la

ministre Sgro avant que le programme de visas ne soit aboli dans la tourmente médiatique. Cette décision « purement politique » a enragé les propriétaires de clubs. « Vingt mille travailleurs sont venus travailler dans les fermes du Canada en 2003 (contre seulement 681 danseuses), souligne Tim Lambrinos, directeur de l'Association canadienne du divertissement pour adultes. Ces travailleurs sont-ils exploités ? J'ai entendu dire qu'ils sont parfois sous-payés. Pourquoi ne s'indigne-t-on pas de leur sort à eux ? »

Entre ces deux camps, il y a ceux qui admettent que le programme de visas était douteux, mais que son abolition n'améliorera pas le sort des étrangères tombées dans les filets du crime organisé. La plupart des victimes de trafic, après tout, entrent au pays avec des visas de touristes, et sont maintenues dans l'illégalité par les trafiquants qui

exercer ainsi sur elles un contrôle total. « S'il y a quelqu'un qui est plus vulnérable qu'une personne avec un visa de travail temporaire, c'est quelqu'un qui n'a aucun statut. Tout ce que vous avez à faire, c'est de le dénoncer aux autorités, et cette personne est expulsée », souligne Audrey Macklin, professeur de droit à l'Université de Toronto.

Enfin, au milieu de toute cette histoire, il y a ces femmes qui ont quitté leur pays troublé à la recherche d'une vie meilleure, et qui se retrouvent à danser nues dans des bars minables du Canada, ou pire encore. Comme Jenny, la danseuse hongroise du House of Lancaster. À 30 ans, elle est mère d'une fillette de 10 ans. Elle aimerait faire autre chose de sa vie, bien sûr. Un jour. « Il y a toutes sortes de clients. Parfois, nous avons affaire à des hommes saouls, à des hommes un peu fous. Ce n'est pas facile », confie-t-elle avant de remonter sur scène.

Les têtes roulent en Grande-Bretagne

ISABELLE HACHEY

TORONTO — La ministre canadienne de l'Immigration, Judy Sgro, est dans le pétrin — dans un sale pétrin même, du moins si l'on se fie au sort réservé aux ministres plongés dans des situations tout aussi embarrassantes en Grande-Bretagne.

Prenez David Blunkett. Le ministre de l'Intérieur britannique a été forcé de démissionner, le 15 décembre, après avoir facilité l'octroi d'un visa permanent à la nourrice de son ancienne maîtresse. La demande avait été traitée en 52 jours, trois fois plus vite que la moyenne. « Pas de faveur spéciale, seulement

ce que (les agents d'immigration) auraient fait en temps normal — mais juste un peu plus vite », avait assuré un haut fonctionnaire à la secrétaire de M. Blunkett.

C'était amplement suffisant, toutefois, pour faire tomber l'un des plus influents ministres du cabinet de Tony Blair.

Une file d'attente de 700 000 candidats

Le cas ressemble beaucoup à celui de M^{me} Sgro, dont les opposants politiques, à Ottawa, réclament la démission. La ministre est dans l'embarras pour avoir accordé un traitement préférentiel à une danseuse roumaine ayant travaillé à sa

réélection. Alina Balaïcan, 25 ans, est arrivée au pays il y a deux ans, et a épousé un an plus tard un citoyen canadien. Quand elle a eu des problèmes de visa, M^{me} Sgro lui a signé des papiers lui accordant un permis de résidence temporaire — lui épargnant du même coup une file d'attente de 700 000 candidats.

La mesure fédérale facilitant l'octroi de visas de travail temporaire à des danseuses érotiques, sous prétexte que le Canada fait face à une pénurie en la matière, a aussi écorché la ministre Sgro. La très grande majorité des danseuses qui ont bénéficié de ce traitement spécial sont originaires de Roumanie, ce qui laisse croire à

l'existence d'un réseau dans ce pays où la corruption et le crime organisé prolifèrent depuis l'effondrement du communisme.

Le « scandale des visas »

Or, cette histoire ressemble à une autre controverse qui a elle aussi fait rouler la tête d'une ministre britannique. Le « scandale des visas » a coûté son poste à la ministre de l'Immigration, Beverly Huges, au printemps dernier. Des milliers de Roumains et de Bulgares avaient reçu des visas britanniques, même si les agents d'immigration jugeaient qu'ils n'y avaient pas droit. Les candidats roumains et bulgares entraient en Grande-Bre-

tagne sous prétexte qu'ils voulaient y mettre une entreprise sur pied, mais trouvaient ensuite un emploi dans la construction. Ils soumettaient des plans d'entreprise identiques. Plusieurs n'avaient manifestement aucune idée du plan qu'ils présentaient. D'autres n'avaient pas les compétences nécessaires, ou ne parlaient pas anglais.

L'escroquerie avait bien sûr éveillé les doutes des agents d'immigration à Bucarest et Sofia, mais leur opinion avait été ignorée à Londres. Depuis, la décision d'octroyer des visas pour la Grande-Bretagne est prise dans les pays où les demandes sont soumises, par des agents plus aptes à prendre une décision éclairée.

Soutien de l'État, ou État souteneur?

ISABELLE HACHEY

TORONTO — Pour les uns, l'État canadien ne vaut guère mieux qu'un maquereau. Pour les autres, il n'a fait qu'aider à combler une demande du marché.

Le permis de travail accordé aux effeuilleuses étrangères est « une forme légale de la traite des femmes à des fins sexuelles », tranche Richard Poulin, auteur de *La Mondialisation des industries du sexe*. Selon le journaliste Victor Mala-

rek, Ottawa a « cédé aux pressions des propriétaires de clubs de danseuses ».

« Si la GRC prévient que ces endroits sont dangereux, infiltrés par la drogue et le crime organisé comment osez-vous, fonctionnaires canadiens, y envoyer des étrangères ? Il n'y a absolument aucune justification qui vaille », s'indigne M. Malarek, qui a longtemps enquêté sur la traite des femmes dans le monde.

Il s'en trouve néanmoins pour

trouver du bon à cette mesure, révoquée en décembre dans la tourmente médiatique. « Ce qui était intéressant avec cette mesure, c'est qu'elle permettait à ces femmes d'avoir un statut légal, donc une certaine protection », dit Claire Thiboutot, de Stella, un organisme regroupant des travailleuses du sexe à Montréal. « Il faut comprendre que, même sans visa, ces femmes-là vont migrer. Elles veulent une vie meilleure, elles vont prendre le risque. »

« Le vrai problème, c'est le crime organisé, ajoute Richard Kurland, avocat de Vancouver spécialisé en immigration. En révoquant la mesure, on ouvre la porte au marché clandestin. C'est un grand pas en arrière ; une industrie honnête va perdre sa part de marché au profit des gangs criminels. »

Révision en profondeur

Audrey Macklin, professeur de droit à l'Université de Toronto, admet que l'abolition du pro-

gramme risque d'empirer les choses. « Garder le visa n'est pas une solution à l'exploitation des femmes, pas plus que de s'en débarrasser. » Selon elle, pour régler le problème une fois pour toutes, il faut revoir en profondeur la façon dont est gérée l'industrie des bars de danseuses au Canada.

« On peut se demander pourquoi diable nous avons un programme d'immigration visant à soumettre des travailleuses étrangères à des conditions de travail si mauvaises que les Canadiennes n'en veulent pas, souligne M^{me} Macklin. On peut se dire que si on améliorait ces conditions de travail, on n'aurait pas de pénurie. »

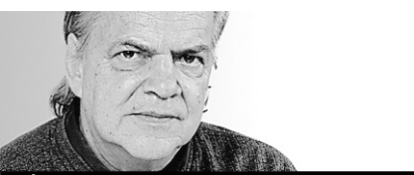


PHOTO THOMAS LOHNES, AFP

L'impact du séisme sous-marin de Sumatra a ratissé large : même la Bourse de Francfort a jugé bon d'observer trois minutes de silence mercredi dernier, à la mémoire des victimes. De façon générale, économistes et gens d'affaires n'entrevoient pas d'impact significatif de cette tragédie sur la croissance pour l'année qui vient. Pas même sur l'économie de l'Asie du Sud et du Sud-Est, parce que les grands moteurs de l'économie de cette région — activités bancaires, industrielles et technologiques — n'ont pas été frappées.

Les tsunamis auront peu d'impact sur les prévisions économiques de 2005

Le cataclysme reste néanmoins démesuré pour les survivants



RÉAL PELLETIER

À chacun son rituel des Fêtes : les journalistes de partout en Occident produisent moins, se complaisant dans la formule consacrée des bilans et perspectives ; les cols bleus surveillent avec un enthousiasme suspect la tempête de neige plausible, exercice suffisamment captivant pour retarder au printemps le calfeutrage des nids-de-poule ; les politiciens ne trouvent pas plus beau temps pour de longues vacances, après avoir préenregistré leurs vœux les meilleurs ; les économistes enfin nous cuisinent paresseusement, à base d'ingrédients pas toujours frais, le plum-pudding traditionnel de ce à quoi ressemblera notre croissance dans les 12 mois à venir.

On a failli devoir refaire le plat à la dernière minute, cette année : les tsunamis que l'on sait menacent-t-ils la trajectoire, qui paraissait bien ficelée, de la croissance en 2005 ? On répond généralement non pour l'économie américaine, pour l'économie mondiale, voire pour l'économie asiatique.

Les grands moteurs de l'économie ont été épargnés

C'est que, explique la grande presse des affaires, l'épouvantable drame humain auquel nous venons d'assister dans la région de Sumatra touche plus le cœur que le portefeuille. Le terrible séisme sous-marin n'aura frappé que des poches de populations pauvres, enclaves de tourisme et de pêche, épargnant les activités bancaires, industrielles ou technologiques. Les pertes économiques enregistrées en pourtour de l'océan Indien atteignent à peine la moitié de ce qu'a connu la Floride des ouragans en 2004. L'année 2005 dans son ensemble reste ainsi promise à une croissance saine, un peu pèrepepe peut-être, mais correcte, tant aux États-Unis que dans le monde en général.

Même l'Asie du Sud et l'Asie du Sud-Est devraient pouvoir s'en ti-

rer pourvu que de grandes épidémies ne s'installent pas dans la foulée des tsunamis. Autrement, les analystes de Crédit Suisse, cités par *BusinessWeek*, n'envisagent guère qu'une baisse d'un demi-point de pourcentage dans la croissance de la Thaïlande, par exemple, et que d'un quart de point dans le cas de l'Indonésie. Chez Merrill Lynch, on se fait fort de rappeler que les catastrophes de cette nature n'ont « un impact que sur un ou deux semestres ».

Munich Re, la plus importante société de réassurance au monde, estime les dommages matériels de ces tsunamis à quelque 14 milliards de dollars américains, signale l'*International Herald Tribune*. L'australienne ANZ Bank rappelle que le tremblement de terre de Kobe, au Japon, en 1995, a coûté quelque 132 milliards, même s'il n'a fait que 6400 morts. Trois ans plus tôt, l'ouragan *Andrew*, en Floride, n'avait fait que 50 morts mais coûté 30 milliards. Le drame de l'océan Indien est plus humain qu'économique, note l'analyste David Cohen, de Singapour : les tsunamis ont détruit des habitations mais n'ont guère touché l'appareil de production, sauf une partie de l'industrie touristique thaïlandaise, dans les provinces de Phuket et de Krabi. *The Economist* note que le tourisme en Thaïlande compte pour 12 % de l'économie et 9 % de l'emploi. Ce qui n'est pas le cas des Maldives (300 000 habitants) qui ne vivent que de pêche et de tourisme.

Tout ça fait dire au correspondant du *Wall Street Journal* à Bangkok que l'impact économique à long terme de ces tsunamis sera « étonnamment faible », pour peu que les gouvernements concernés et les organismes internationaux interviennent assez rapidement pour contrer les épidémies et les malaises sociaux.

Moins grave que la hausse des prix du pétrole

Mais pour le reste, ça va : les services cruciaux que sont les banques et les télécommunications des grands centres n'ont guère été touchés ; des industries vitales comme la grappe d'usines de semi-conducteurs en Malaysia sont restées intactes.

Le correspondant du *WSJ* va plus loin, ajoutant que sur le plan économique, les tsunamis exercent moins d'impact négatif sur les économies nationales concernées que la hausse des prix du pétrole en 2004, ou l'invasion du SRAS en 2003, qui avait conduit certains pays à la récession. Le SRAS avait fait chuter la fréquentation touristique de 60 %, rappelle un analyste de J.P. Morgan Chase ; le volume est passé de 80 à 32 millions de visiteurs en quelques mois.

L'industrie touristique de la Thaïlande est plus frappée que d'autres par ces tsunamis, mais le pays a connu une bonne croissance ces dernières années et Bangkok a déjà pu dégager 700 millions en fonds d'urgence pour réparer les dégâts. Dans un pays comme l'Indonésie, l'industrie touristique ne compte que pour 2,1 % de l'activité économique et son joyau, la région de Bali, n'a pas été touché. L'économie de l'Inde, elle, ne vit de tourisme qu'à 0,7 %.

L'économiste Gary S. Becker, Prix Nobel 1992, est quant à lui frappé par le fait que les marchés boursiers asiatiques n'ont guère bougé dans les jours suivant les tsunamis ; de fait, les Bourses de Malaysia et d'Indonésie ont même augmenté légèrement dans la dernière semaine de décembre pendant que celles de la Thaïlande et du Sri Lanka baissaient faiblement.

Toutes ces données ne changent rien pour autant au malheur qui heurte les populations concernées. M. Becker rappelle à cet égard que les populations riches frappées par des cataclysmes de cette nature peuvent généralement compter sur l'assurance maladie, sur l'assurance de leurs propriétés et sur l'assurance vie de leurs proches disparus pour s'en sortir. Ce n'est pas le cas des populations pauvres comme celles bordant l'océan Indien : en cas de malheur dans ce type de société, une famille s'en remet à ses parents et à ses voisins ; mais quand toute une communauté est frappée, c'est le désarroi total pour tous.

D'où l'invitation courante lancée au monde entier d'ouvrir son cœur et son portefeuille pour soulager l'énorme souffrance des riverains de l'océan Indien. Pour le reste, économistes et gens d'affaires ont

vite fait de retourner à leurs dadas habituels.

L'énigme du dollar

Floyd Norris, dans l'*International Herald Tribune*, est d'avis qu'en 2005, il faudra apprendre à vivre avec la faiblesse du dollar américain et que la qualité de la croissance dépendra des réactions au phénomène. Il constate que le dollar, en 2004, n'a pas bougé par rapport au yuan chinois et autres monnaies asiatiques et que s'il devait le faire en 2005, l'inquiétude pourrait envahir les marchés.

Peu d'économistes pourtant anticipent ce qui pourrait s'appeler un krach du dollar américain. Le *Wall Street Journal* a consulté une batterie de 56 économistes qui n'accordent que 15 % de probabilité à pareil krach en 2005 et que 22 % de possibilité de récession en 2006.

Ces gens entrevoient pour les États-Unis en 2005 une croissance modeste mais saine, une inflation contrôlée et des hausses légères des taux d'intérêt. Ce qui n'efface pas l'inquiétude provoquée par le faible taux d'épargne et l'ampleur des déficits budgétaires et commerciaux. La plupart voit là de sérieux problèmes à long terme, mais n'entrevoient pas de conséquences pour 2005, qui devrait se terminer avec un taux de croissance de 3,6 % (contre 3,9 % pour les trois premiers trimestres de 2004).

Mais le dollar s'affaiblissant, le déficit commercial devrait s'amenuiser et les États-Unis ne pourront plus alors jouer le rôle de moteur mondial des exportations comme ils l'ont fait ces dernières années. Ce qui signifie que les économies de l'Europe, de l'Asie et de l'Amérique latine devront compter davantage sur leur propre consommateur et sur leurs propres investissements pour demeurer en selle.

La croissance modérée prévue aux États-Unis s'appuie essentiellement sur l'anticipation d'une stabilisation du coût du pétrole, garante d'une résistance à l'inflation et d'une fermeté de la dépense des ménages. La hausse annuelle des prix à la consommation ne devrait avoir atteint que 2,4 % en novembre 2005 alors qu'elle avait accusé 3,5 % en novembre 2004.

THE WALL STREET JOURNAL

Sismologie

Pas facile de refaire un village de pêcheurs détruit par un tsunami. Le village d'Okushiri, au Japon, fut détruit par un tsunami en 1993, perdant 200 citoyens, mais le village revit aujourd'hui avec vigueur. On est en mesure de prévenir les gens du drame, on affiche désormais avec ampleur les meilleures routes d'évacuation en cas de tsunami et on fait annuellement un exercice d'évacuation. Après la tragédie de 1993, les autorités ont invité les familles de pêcheurs à déménager dans les hauteurs de l'île, mais ceux-ci ne se voyaient pas aller vivre loin de la mer ; on a donc construit un mur de protection d'une douzaine de mètres s'étendant sur 15 kilomètres... aux dépens d'autres contestataires qui se voyaient privés du panorama maritime. Et ceux-ci s'inquiètent de surcroît d'un tsunami qui frapperait l'autre côté de l'île... La reconstruction des villages touchés a duré moins de cinq ans et coûté moins de 200 millions de dollars américains. Dans l'ensemble, les îliens d'Okushiri sont satisfaits, se retrouvant souvent avec de meilleures habitations et de meilleurs bateaux de pêche qu'avant la tragédie.

THE WALL STREET JOURNAL

Méritocratie

Des millions d'États-Uniens amorcent 2005 avec l'espoir d'obtenir une petite augmentation de salaire, mais ils sont de plus en plus nombreux à devoir en faire leur deuil puisqu'un nombre croissant d'entreprises remplacent cette pratique par le bonus annuel réservé aux employés les plus performants. La distribution de bonus en 2004 a atteint 10 % de la feuille de paye globale des entreprises, contre 8,8 % en 2003. La formule a débuté par les bonus aux cadres supérieurs les plus méritants, mais elle s'étend aujourd'hui jusqu'au plus petit employé de bureau ou de soutien. Mais ceux-ci ont généralement droit à des bonus variant de 3 à 5 % de leur salaire de base, alors que les cadres supérieurs peuvent toucher entre 30 et 50 % et les cadres intermédiaires entre 15 et 25 %.

THE INTERN. HERALD TRIBUNE

Anglophilie

Singulièrement ouvert au commerce international, le Chili se met passionnément à l'étude de l'anglais. Tous les élèves du primaire et du secondaire vont suivre des cours d'anglais. « Si vous ne pouvez parler anglais, vous ne pouvez ni vendre ni apprendre », estime le ministre de l'Éducation, Sergio Bitar, qui envie la Suède, devenue bilingue après 40 ans d'efforts. À l'école chilienne, on pousse l'apprentissage jusqu'à la désignation en anglais de l'affichage du bureau du directeur d'école ou de la sortie de secours, devenue *emergency exit*. Certaines universités imposent déjà la connaissance de l'anglais ; d'autres donnent en anglais les cours en commerce international ou en industrie hôtelière. Le Chili navigue ainsi à contre-courant de ce qui se passe ailleurs en Amérique latine. Au Brésil, on envisage d'interdire l'anglais dans le nom des commerces et dans la publicité. La résistance à l'anglais existe quand même au Chili où certains préconisent que le citoyen parle un meilleur espagnol avant de se mettre à l'anglais.

THE INTERN. HERALD TRIBUNE

Francophobie

Aux États-Unis, royaume de la rectitude politique, on marche sur des oeufs quand on parle de race, de religion, de nationalité ou d'ethnie. Sauf que dans les médias, on s'en donne à cœur joie contre la France et les Français, constate avec amertume l'écrivain Antoine Audouard maintenant installé à New York. « Ne soyez pas *chicken* comme les Français. Mangez-en ! » dit la publicité d'une pâtisserie à la télé, pendant que *tabloids* et *talk-shows* de fin de soirée ne cessent d'en rajouter contre les Français. La haine systématique contre une société, son histoire, sa culture et son peuple porte un nom et M. Audouard s'étonne de la retrouver dans une société américaine qu'on a appris à admirer, dit-il, pour son respect de la diversité et des autres cultures.